« Croissance XL » et emploi

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4173>

DOI : 10.4000/rea.4173

ISBN : 978-2-8218-0892-8

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 26 octobre 2010

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « « Croissance XL » et emploi », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 98-99 | octobre 2010, mis en ligne le 05 novembre 2010, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4173>

« Croissance XL » et emploi

« La crise... quelle crise ? » se demande un éditorialiste du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (12-09-2010), détaillant les forces de l'économie allemande sur le mode de l'auto-dérision, tant s'accumulent les superlatifs : « *modèle allemand* » (J.-C. Trichet), « *industrie parmi les plus compétitives du monde* » (B. Rürup), Allemagne « *en tête* » pour sa capacité à innover (IfW Kiel), et des salariés « *plus flexibles qu'on croit* » (F.A.Z.). D'habitude, les conjoncturistes montrent plus de scepticisme et de retenue dans leurs évaluations comme le choix des citations... Il est vrai que l'économie allemande, après avoir connu une récession brutale en 2009, connaît actuellement une croissance elle aussi unique en Europe. La publication, le 14 octobre, du Rapport d'automne des Instituts de conjoncture a pourtant surpris même les plus optimistes : en l'espace de six mois, les instituts ont révisé à la hausse leurs prévisions de croissance – de 2 points de pourcentage, « *une révision d'une ampleur jamais connue au cours des 20 dernières années* », soulignent-ils. Cette année, donc, le PIB devrait croître de 3,5 %. Les prévisions abondent toutes dans le même sens ; dans son rapport de septembre, la Commission européenne avançait elle aussi un taux de 3,5 %.

Prévisions du rapport d'automne 2010 du Groupe de travail des Instituts économiques				
	2008	2009	2010	2011
(variation en % par rapport à l'année précédente)				
PIB	1,0	-4,7	3,5	2,0
Consommation privée	-	-0,2	0,1	1,4
Consommation publique	-	2,9	2,8	1,2
Investissements bruts	-	-10,1	5,7	3,3
biens d'équipement	-	-22,6	8,9	5,8
construction	-	-1,5	3,7	1,5
autres	-	5,6	5,9	5,2
Demande intérieure	-	-1,9	2,4	1,9
Exportations (valeur réelle)	2,5	-14,3	15,3	7,1
Importations (valeur réelle)	3,3	-9,4	14,0	7,4
Prix à la consommation (2005 = indice 100)	2,6	0,4	1,1	1,6
Coûts salariaux unitaires	2,4	5,2	-1,0	0,9
(chiffres nominaux)				
Déficit public en % du PIB	0,1	-3,0	-3,8	-2,7
Déficit public (en milliards €)	-2,8	-72,7	-93,6	-70,0
Actifs (en millions)	40,276	40,271	40,365	40,595
Taux de chômage en % (Agence de Nuremberg)	7,8	8,2	7,7	7,0
Chômeurs indemnisés (en millions)	3,268	3,423	3,234	2,934

Source des données : *Gemeinschaftsdiagnose Herbst 2010* (14-10-2010). Nouvelle composition du Groupe de travail ; il comprend 4 binômes d'instituts durant la période automne 2010/printemps 2013 : ifo (Munich) + KOF (Zurich), IfW (Kiel) + ZEW (Mannheim), IWH (Halle) + Kiel Economics (Kiel) et RWI (Essen) + IHS (Vienne). Les prévisions prennent pour hypothèse notamment un prix moyen du baril de Brent de 78 \$ en 2010 (de 80 \$ en 2011), une parité 1,35 \$ = 1 €, et une hausse du commerce mondial de 12 % en 2010 (6,8 % en 2011). NB : ces données ne sont que partiellement comparables à celles du rapport de printemps 2010 (voir REA 96/09), les Instituts ayant considérablement révisé à la hausse leurs calculs depuis.

« *Allemagne Superstar* », comme ironise le F.A.Z. ? Même le ministre fédéral de l'Economie, R. Brüderle, se laisse emporter par l'humour en commentant le Rapport des Instituts : non seulement « *la croissance XL se poursuit* », mais c'est « *une croissance avec emplois* » (communiqué du 14-10-2010). Pour la première fois en effet depuis bientôt vingt ans, le nombre de chômeurs devrait tomber en-dessous de la barre des 3 millions en 2011, les experts (à commencer par ceux de l'Agence fédérale pour l'emploi) sont unanimes sur ce point. De janvier à juillet, le nombre d'emplois soumis à cotisations sociales a augmenté de 306 000, précisent les Instituts ; et il s'agit majoritairement de temps plein, à quoi s'ajoute que depuis un peu plus d'un an, le nombre des mini-jobs recule au profit des emplois réguliers. Enfin, le nombre de personnes en chômage partiel était tombé à moins de 300 000 en juillet. Signe avant-coureur du fait que les entreprises embauchent à nouveau, et surtout dans l'industrie : l'essor de l'emploi intérimaire, en hausse de 33 % depuis juillet 2009, et qui a contribué à hauteur de 60 % à l'augmentation de l'emploi soumis à cotisations sociales.

Dans ces conditions, les consommateurs reprennent confiance, d'autant qu'ils ont vu leur revenu disponible croître de 0,6 % au premier semestre (l'an dernier, il avait baissé de 1 % en termes réels) sous l'effet de la reprise de l'emploi (recul progressif du chômage partiel) et des allègements fiscaux adoptés en soutien à la conjoncture. Certes, ils épargnent un peu plus, mais ils avaient massivement puisé dans leurs bas de laine pour profiter de la prime à la casse, et ils se préparent à la hausse des cotisations, notamment pour l'assurance maladie. Cela dit, au premier trimestre 2010, la consommation privée a crû de 0,6 % ; la hausse devrait se poursuivre au deuxième semestre (+1,3 %). Mais comme la consommation était particulièrement faible au début de l'année, la hausse de la consommation ne devrait atteindre que +0,1 % en moyenne annuelle. Cette tendance se poursuivra l'année prochaine, avec une inflation modérée (1,6 %) et une hausse des salaires bruts de 2,8 % (contre

**Forte hausse des emplois
soumis à cotisations sociales**

**La consommation
redémarre ...**

+2,4 % cette année). Les revenus réels disponibles seront eux aussi en hausse (+1,4 %). Mais s'ils ont envie de consommer, comme en attestent les indices GfK, les Allemands sont encore plus enclins à investir dans la construction d'un logement, et par-dessus tout désireux de garantir leurs retraites, ce qui maintiendra le taux d'épargne au même niveau.

... et tire elle aussi l'économie

L'économie allemande est donc maintenant tirée par deux moteurs à la fois : avec un peu de retard à l'allumage, la demande intérieure suit maintenant les exportations dont la reprise avait été le premier signe de sortie de la récession voici un an. Au deuxième trimestre 2010, les exportations ont même crû de 8,2 %, et les importations de 7,0 % – les plus fortes hausses trimestrielles jamais enregistrées depuis l'Unité, se plaisent à rappeler les Instituts. Au total, les exportations ont ainsi presque rejoint leur niveau d'avant la crise : elles ne sont plus qu'à 3,2 % en-dessous du niveau atteint au premier trimestre 2008. C'est là surtout le reflet du redémarrage des économies asiatiques (les ventes vers la seule Chine ont augmenté de 33 % au premier semestre) et des économies est-européennes, mais aussi de la reprise de la demande américaine (+19 % des ventes vers les USA), favorisée par la baisse de l'euro. Par la suite, la tendance à la hausse des exportations devrait se tasser parce que le commerce mondial ralentira, que la parité €/€ réduit la compétitivité-prix du *made in Germany*, et surtout parce que les économies de la zone euro – qui absorbent 40 % des exportations allemandes – ne renouent que lentement avec la croissance. Alors qu'en 2010, l'export contribue pour 1,2 point de pourcentage à la croissance du PIB, cette part ne devrait plus être que de 0,3 point l'an prochain. Mais ce recul sera compensé en grande partie par une bonne tenue de la demande intérieure. Elle entrera pour presque trois quarts dans la croissance en 2011, prévoit pour sa part le gouvernement fédéral (il a publié ses prévisions le 21 octobre) qui partage l'analyse des Instituts tout en se montrant plus prudent en tablant sur une croissance de 3,4 % puis de 1,6 % l'an prochain.

Production et investissements en hausse

Dans ce contexte, le climat des affaires est orienté au beau : en septembre, l'indice ifo progressait pour la quatrième fois consécutive ; c'est surtout leur situation présente que les entreprises jugent nettement plus favorable que par le passé. Les investissements en biens d'équipement ont donc repris eux aussi, bien qu'ils n'aient pas encore rattrapé leur niveau d'avant la chute spectaculaire de 2009. Le climat reste porteur : les carnets de commande se remplissant bien, le taux d'utilisation des capacités augmente, et rend donc nécessaire la modernisation et l'extension de ces dernières. S'ajoute à cela que les banques ont maintenant une pratique moins restrictive du crédit. Au total, l'an prochain, la chute dramatique des investissements en 2009 devrait être compensée à hauteur de 60 % selon les Instituts.

Le déficit sera ramené à 2,7 % du PIB en 2011

Enfin, l'état des finances publiques se révèle meilleur que prévu. La reprise de l'activité accroît l'encours fiscal, ce qui accélère la mise en conformité du déficit avec les critères du Pacte de stabilité. Il repassera dès l'an prochain en-dessous de la barre des 3 %. Certes, les dépenses publiques devraient augmenter cette année de 2,3 %, surtout sous l'effet de la hausse des prestations sociales non monétaires. Mais la décade est engagée : l'an prochain, les dépenses publiques n'augmenteront que de 0,4 %, et les mesures de soutien à l'économie adoptées durant la récession commenceront à expirer. Or s'il est probable que les finances du Bund respecteront le nouveau critère constitutionnel allemand (déficit d'au maximum 0,35 % du PIB dès 2016), il n'en va pas de même des Länder, dont quatre doivent se soumettre pour la première fois à la procédure de contrôle du nouveau Conseil de la Stabilité (*Stabilitätsrat*) : Berlin, Brême, la Sarre et le Schleswig-Holstein pourraient ne pas satisfaire à l'obligation de présenter un budget équilibré en 2020, sauf mesures drastiques de consolidation budgétaire. Reste la dette : déjà trop élevée en 2008 (66 % du PIB), elle a explosé sous l'effet des plans de soutien à l'économie adoptés durant la crise et se situe maintenant à 75 %. Si elle se maintenait à ce taux, elle « *limiterait considérablement la latitude d'action* » des pouvoirs publics lors des prochains chocs, avertissent les Instituts. S'exprimant au nom du gouvernement, R. Brüderle a donc rappelé le 21 octobre que « *la politique d'économies budgétaires serait poursuivie* ».

SI LES FONDAMENTAUX DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE SONT BONS, grâce notamment aux efforts déployés ces dernières années par les entreprises, les partenaires sociaux et les pouvoirs publics pour débrider sa compétitivité et veiller à la soutenabilité des budgets publics, les prévisions pour 2011 n'en sont pas moins entachées d'un certain nombre de risques. Une récession aux Etats-Unis n'est pas à exclure ; en Chine, la bulle immobilière pourrait exploser. Plus important est le fait que « *la crise d'endettement et de confiance* » que traversent certains Etats membres est loin d'être surmontée. Car, s'inquiètent les Instituts, le recours par l'un d'entre eux au mécanisme de stabilisation financière de l'UE « *aurait des répercussions sur la conjoncture allemande* » – et donc la conjoncture européenne, étant donné que c'est l'économie allemande qui tire actuellement celle de la zone euro. Mais pour réduire les disparités au sein de l'UE – le risque premier pour l'Allemagne –, l'approche de la Commission est inadaptée. Les Instituts préconisent au contraire de « *s'attaquer aux causes* » de ces disparités et de veiller plutôt à ce que « *les dysfonctionnements observés dans certains pays ne mettent pas en danger l'intégration européenne* ».

Isabelle Bourgeois (21-10-2010)